

## Enquête sur la souveraineté européenne

### Ipsos pour la Fondation Jean Jaurès et la Fondation Friedrich Ebert

*A la demande de la Fondation Jean Jaurès et de la Fondation Friedrich Ebert, Ipsos a interrogé 8000 Européens sur la question de la souveraineté européenne.*

*La référence à la souveraineté européenne est de plus en plus présente dans le discours politique, que ce soit au niveau européen (discours sur l'état de l'Union en 2018<sup>1</sup>) ou au niveau national (discours de François Hollande au Parlement européen en 2015<sup>2</sup> et d'Emmanuel Macron à la Sorbonne en 2017<sup>3</sup>, pour ne parler que de la France). Si ces termes sont connotés très positivement pour ceux qui les emploient, en est-il de même pour ceux qui les écoutent ? Comment le concept de souveraineté lui-même est-il compris et connoté à travers l'Europe ? Ces connotations varient-elles selon les contextes nationaux tant historiques que politiques voire géopolitiques ? Comment la juxtaposition des mots « souveraineté » et « européenne » est-elle perçue et comprise ? Est-elle jugée comme contradictoire ou opérante ? L'Europe est-elle considérée comme souveraine aujourd'hui ? Faut-il renforcer sa souveraineté et si oui pour quelles raisons ?*

*Pour répondre à ces questions, Ipsos a interrogé du 28 décembre 2020 au 8 janvier 2021, par internet, 8000 Européens dont 8 pays de l'Union : France, Allemagne, Espagne, Italie, Lettonie, Suède, Roumanie et Pologne. Dans chacun de ces 8 pays, un échantillon représentatif de la population nationale âgée de 18 ans et plus a été sondé (méthode des quotas).*

## La souveraineté, un terme très différemment connoté selon les pays de l'Union

**Avant même de parler de souveraineté européenne, il faut avoir en tête que le terme de souveraineté lui-même est très diversement perçu à travers l'Europe.**

**Il est considéré positivement par une large majorité des Allemands (73%), des Polonais (69%), des Lettons (61%), des Roumains (60%) et dans une moindre mesure des Suédois (56%). Dans ces pays, le terme évoque spontanément quelque chose de négatif pour moins**

<sup>1</sup> [État de l'Union en 2018: l'heure de la souveraineté européenne a sonné | Commission européenne \(europa.eu\)](https://europa.eu)

<sup>2</sup> [Prononcé le 7 octobre 2015 - Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la | Vie publique.fr \(vie-publique.fr\)](https://www.vie-publique.fr)

<sup>3</sup> [Initiative pour l'Europe - Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique. | Élysée \(elysee.fr\)](https://www.elysee.fr)

d'une personne sur 10 (2% à 10% selon le pays considéré), les autres considérant qu'il leur évoque quelque chose de « ni positif ni négatif » (19% à 29%) voire qu'il ne leur évoque rien du tout (5% à 13%).

**En revanche, les évocations positives sont très minoritaires en France (29%), Espagne (28%) et Italie (21%).** Dans ce dernier pays, les évocations négatives sont même plus nombreuses (35%), ce qui n'est pas le cas en France (25%) et en Espagne (23%).

**Pour les Français, le terme de souveraineté renvoie spontanément avant tout et massivement à la royauté :** 300 citations du mot « roi » largement en tête des mots, idées et images évoqués spontanément lorsqu'ils entendent le terme « souveraineté », devant le mot « pouvoir », « reine ». Le terme « indépendant » n'arrive qu'ensuite, à peine plus cité que le terme « royauté » à nouveau.

**Pour les Allemands, les évocations spontanées du terme sont très différentes, et révélatrices :** avant tout « Unabhängigkeit » (indépendance), « Unabhängig » (indépendant), « Staat » (Etat), « Freiheit » (Liberté). Le terme de roi n'est jamais cité en Allemagne.

**Il n'est donc pas étonnant que la modernité du terme « souveraineté » soit très diversement appréciée en France et en Allemagne, et plus généralement en Europe :** les plus nombreux à considérer le terme dépassé sont les Français (49% contre 12% qui le jugent moderne), les Italiens (53% contre 10% moderne), les Espagnols (38% contre 13%) et les Roumains (37% contre 25%). En revanche, la modernité l'emporte en Allemagne (31% contre 9% qui jugent le terme dépassé), en Pologne (31% contre 17%) en Lettonie (33% contre 17%) et de très peu en Suède (23% contre 22%). Enfin, il faut noter que pour près d'un Européen sur deux (48%), le terme n'évoque quelque chose de « ni moderne ni dépassé » (40%), voire n'évoque rien du tout (8%).

**Pour une majorité d'Européens, ce terme n'est pas spontanément associé à la gauche ou à la droite (58%), même si quand ils lui attribuent une couleur politique la droite l'emporte (23% contre 6% qui l'attribuent à la gauche).** Le terme est particulièrement « apolitique » en Allemagne (seulement 8% le qualifient de gauche ou de droite), il est beaucoup plus connoté politiquement dans les pays qui y sont le plus réfractaires : Italie (41%), Espagne (37%) et France (34%) avec un net avantage à la droite, la proximité du terme « souverainiste » pouvant contribuer à la fois à cette association à la droite et pour certains à une connotation négative.

**Dans les pays où le terme de souveraineté est plutôt mal perçu, il renvoie assez fortement à la notion de nationalisme (58% des Italiens lui associent ce mot parmi les deux que leur évoque le terme de souveraineté), 43% des Espagnols et 43% des Français.** Italiens et Français sont par ailleurs plus nombreux à évoquer le terme de **protectionnisme** (26%) contre 6% en Allemagne par exemple. Enfin, il renvoie plus souvent également au terme de **puissance**, notamment en France (51%), en Espagne (54%) et en Italie (46%), et vraisemblablement pour

beaucoup dans une acception plutôt négative. En effet, tous pays confondus, ceux pour qui le terme « souveraineté » évoque quelque chose de négatif sont beaucoup plus nombreux à l'associer à l'idée de puissance (57%, contre seulement 23% de ceux qui portent un jugement positif sur ce terme).

**Dans les pays où le mot souveraineté est considéré positivement, il renvoie avant tout à l'indépendance** (63% en Allemagne, 65% en Pologne, 72% en Lettonie), **à l'autodétermination** (53% en Allemagne, 62% en Suède, 42% en Lettonie, 40% en Pologne) **et bien moins à la puissance** (23% en Allemagne, 22% en Suède, 15% en Lettonie, 9% en Pologne), au nationalisme (7% en Allemagne seulement par exemple) ou au protectionnisme (6% en Allemagne).

Enfin, au-delà des différences de perception très nettes selon les pays, le terme de souveraineté est perçu un peu plus positivement par les seniors (52% des 60 ans et plus contre 42% des moins de 50 ans) et les plus qualifiés (56% des CSP+), avant tout car ils sont plus nombreux à être en mesure de se prononcer.

## La souveraineté européenne, un concept parfois difficile à saisir et qui ne fait pas l'unanimité

**Interrogés sur leur compréhension de l'expression « souveraineté européenne », 6 Européens sur 10 disent voir ce dont il s'agit** (63% dont seulement 16% « très bien », contre 37% mal). C'est 8 points de moins que pour l'expression « souveraineté nationale » (71% comprennent bien le terme), et à peine plus que pour « autonomie stratégique » (61%).

**C'est en France et surtout en Italie que l'expression est la moins bien comprise** (seulement par 54% des Français et 45% des Italiens). Elle l'est davantage en Suède (60%), Lettonie (67%) et Allemagne (69%) et surtout en Espagne (71%), Pologne (75%) et Roumanie (77%).

**En France et en Italie en particulier, la notion d'autonomie stratégique est mieux comprise.** En revanche, elle l'est beaucoup moins en Allemagne, en Espagne, en Lettonie ou encore en Suède.

L'expression « souveraineté européenne » est un peu mieux comprise par les 60 ans et plus (68%), et surtout par les CSP+ (74%), tout comme pour la souveraineté nationale.

**Les Européens sont partagés et divisés quant à la connotation de ce terme.** Sur l'ensemble des 8 pays, ils sont à peine plus d'un sur deux à considérer l'expression « souveraineté européenne » comme quelque chose de positif (52%), contre 26% négatif et 22% ni positif ni négatif. C'est un peu moins positif que pour la souveraineté nationale (5 points de moins) et à peine plus que pour « autonomie stratégique » (3 points de plus).

**Dans 4 des pays sondés, l'expression « souveraineté européenne » est jugée très majoritairement positive :** l'Allemagne (63%), la Pologne (69%), la Roumanie (66%) et la Lettonie (68%). Elle l'est beaucoup moins en Espagne (49% positif contre 24% négatif), en Suède (48% contre 19%) en France (41% positif contre 35% négatif), et surtout en Italie (37% positif contre 47% négatif).

Notons d'ailleurs qu'en France et en Italie, une majorité considère même qu'il est contradictoire d'employer les deux mots « souveraineté » et « Europe » ensemble (52% des Français et 56% des Italiens le pensent), contre seulement 27% des Allemands.

En termes socio démographiques, l'expression est jugée plus favorablement par les 60 ans et plus (58% contre 47% des 35-49 ans) et les CSP+ (61%) mais la proportion de jugements négatifs varie assez peu selon l'âge et la CSP (entre 22% et 29% selon la tranche considérée). C'est surtout la capacité à trancher qui évolue. **L'auto-positionnement politique est plus clivant :** le terme est plus positif pour les Centristes (61% et seulement 17% des jugements négatifs) que pour les sympathisants de gauche (54% contre 27% négatifs) et surtout de droite (51% contre 30% négatifs). Ces derniers pour certains y voient sans doute une limitation de la souveraineté nationale, un concept qui leur parle beaucoup plus (70% d'évocations positives contre 48% pour les sympathisants de gauche).

## Seul un Européen sur deux considère aujourd'hui l'Europe souveraine

**Alors que les Européens définissent avant tout la souveraineté comme l'indépendance vis-à-vis des autres** (58% citent cette définition parmi les deux principales significations de la souveraineté), **le fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences** (57%) **ou la capacité à faire valoir ses propres intérêts** (51%), beaucoup plus que par une coopération librement déterminée avec ses partenaires (35%), **seulement 51% des Européens considèrent que l'Europe est aujourd'hui souveraine.** Si les pays du Nord et de l'Est de l'Europe en sont majoritairement persuadés (61% des Suédois, 65% des Polonais, 63% des Roumains, 56% des Lettons et 57% des Allemands), la France et l'Italie sont beaucoup plus négatives (64% des Français pensent que l'Europe n'est pas souveraine et 54% des Italiens). Les Espagnols sont très partagés, une courte majorité considérant néanmoins que l'Europe est souveraine (53%).

**Pour que l'Europe soit souveraine, l'économie apparaît comme l'aspect le plus important au plus grand nombre** (69% jugent qu'il est primordial qu'elle dispose d'une économie prospère pour être souveraine), mais **d'autres éléments sont également jugés presque aussi déterminants.** Une large majorité d'Européens considère en effet primordial qu'elle dispose d'une politique de sécurité et de défense commune (67% ; majoritaire dans tous les pays), que la production européenne dans des domaines stratégiques telles que l'alimentation ou la santé soit garantie (65% ; majoritaire partout sauf en Pologne), qu'elle dispose de ses propres ressources énergétiques (60% ; majoritaire partout sauf en Pologne et en Suède), qu'elle défende fortement ses valeurs (61% ; sauf en Pologne et en Suède), qu'elle maîtrise ses

frontières extérieures (59%, sauf la Pologne), qu'elle ait des outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères (58%, sauf en Pologne), une maîtrise des infrastructures stratégiques (52% sauf en Pologne et en Suède) et ses propres ressources fiscales (53%, une minorité néanmoins en Allemagne, Pologne et Suède).

Quant à la maîtrise des infrastructures numériques, elle est jugée primordiale par un peu moins d'un Européen sur deux (46%), mais par une courte majorité en France (51%), en Espagne (51%) et surtout en Roumanie (60%).

## Près des trois quarts des Européens pensent qu'il faut renforcer la souveraineté européenne

**Alors que les Européens considèrent très majoritairement qu'il faut renforcer la souveraineté de leur pays (77% ; de 70% pour la France et l'Espagne à 91% pour la Roumanie), ils ne considèrent pas contradictoire de souhaiter dans le même temps un renforcement de la souveraineté européenne. En effet 73% des Européens considèrent qu'il faut renforcer cette dernière, particulièrement les Lettons (84%), les Roumains (83%) et les Allemands (83%), un peu moins mais toujours très majoritairement les Espagnols (73%), les Français (66%), les Suédois (64%) et même les Italiens (60%).**

Si l'expression souveraineté européenne plaît assez peu aux Français et aux Italiens, ils ne sont donc pas pour autant majoritairement réfractaires sur le fond.

**Si les Européens considèrent majoritairement qu'il faut renforcer la souveraineté européenne, c'est avant tout pour faire face à la menace terroriste (37% la citent parmi les deux principales raisons ; particulièrement en France, en Pologne, Roumanie et Suède), le défi du changement climatique (34%, particulièrement citée en Allemagne) et la menace sanitaire (31%, surtout aux yeux des Italiens et des Espagnols). Autant de défis globaux appelant à leurs yeux une réponse globale, devant le manque de poids de leur pays à l'échelle à l'international (27% ; 39% en Italie et 37% en Lettonie tout de même) ou la volonté de puissance d'autres acteurs, en tête desquels la Chine (20% ; 25% en France et 27% en Suède). La volonté de puissance de la Russie est citée par seulement 13% des Européens mais atteint 30% en Pologne (3<sup>ème</sup> raison pour renforcer la souveraineté européenne) et 31% en Lettonie (3<sup>ème</sup> également).**

**Or aux yeux des Européens, ce qui freine aujourd'hui le plus la mise en place de davantage de souveraineté européenne, ce n'est pas la réticence des populations (seulement 11% le pensent), c'est bien davantage le fait que certains pays européens soient conduits par des dirigeants nationalistes (23% ; 38% des Suédois et 35% des Allemands), la pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte (22% ; 41% des Lettons et 36% des Roumains), la faiblesse des institutions européennes telles qu'elles existent aujourd'hui (19%), des différences culturelles entre nations européennes**

(16%) et dans une moindre mesure la pression de grands groupes industriels ou de plateformes numériques (9%).